

LE « BREXIT » : DRAME BRITANNIQUE, DÉFI EUROPÉEN

Enrico Letta | *président de l'Institut Jacques Delors*

Yves Bertoncini, Josep Borrell-Fontelles, Jean-Louis Bourlanges, Laurent Cohen-Tanugi, Pavel Fischer, Nicole Gnesotto et Riccardo Perissich | *membres du Conseil d'administration de l'Institut Jacques Delors*

Le vote clair du peuple britannique en faveur d'une sortie de l'Union européenne a suscité une multitude de réactions qu'il importe de mettre en perspective sur la base de quelques constats simples : le « Brexit » est d'abord un drame britannique ; il découle d'un choix démocratique national qui relève du cas d'espèce ; il constitue un défi supplémentaire pour l'UE, dont les promoteurs doivent mieux souligner pourquoi nous sommes plus forts ensemble. Tel est l'objet de ce Mot co-signé par des membres du Conseil d'administration de l'Institut Jacques Delors.

Une version plus courte de cette Tribune a été publiée par Euractiv.com, Huffingtonpost.de, [Le Figaro](http://LeFigaro.com), [La Repubblica](http://LaRepubblica.com), [La Vanguardia](http://LaVanguardia.com) et [To Vima](http://ToVima.com).

1. Le « Brexit » est d'abord un drame britannique : rendre à Shakespeare ce qui est à Shakespeare

Si le « Brexit » constitue un tremblement de terre pour l'UE, il est survenu en raison de la faille sismique présente dès l'origine dans les relations entre le Royaume-Uni et « l'Europe ». De nombreux facteurs conjoncturels ont contribué au verdict référendaire, y compris le rejet des élites politiques et financières londoniennes et les luttes de pouvoir internes au parti conservateur. Mais ce verdict reflète aussi les spécificités historiques et géographiques du Royaume-Uni, notamment liées à son insularité, à son passé impérial, à son ouverture économique vers le grand large, ou encore à sa courageuse résistance au nazisme, qui explique pourquoi les électeurs britanniques plus âgés ne sont pas aussi « europhiles » que ceux des autres pays de l'UE. N'oublions pas trop vite non plus l'europhobie crasse et récurrente de la presse populaire britannique, qui a elle aussi joué un rôle clé dans le dénouement du scrutin du 23 juin.

La campagne référendaire britannique a naturellement été suivie par les autres peuples de l'UE, qui ont parfois eu le sentiment de « voter par procuration ». Elle s'est focalisée sur des enjeux qui continueront à être au centre des débats dans la plupart des pays de l'UE comme à Bruxelles, tels la libre circulation des personnes et des travailleurs ou la répartition et l'exercice des pouvoirs entre l'UE et ses États membres. Pour autant, il importe de bien rendre à Shakespeare

ce qui est à Shakespeare : d'une part afin d'expliquer les spécificités du vote du 23 juin ; d'autre part pour engager le divorce souhaité par le peuple britannique, puis définir le cadre d'un nouveau partenariat entre le Royaume-Uni et l'UE, en réduisant au minimum les conséquences économiques, sociales et diplomatiques négatives du « Brexit ».

2. Le « Brexit » est un choix démocratique national, donc un cas d'espèce

L'Union n'est pas une « prison des peuples », les Britanniques sont libres d'en sortir puisqu'une majorité d'entre eux l'a souhaité : c'est dans le strict respect de cette volonté populaire que doivent désormais s'inscrire les réflexions et actions des autorités londoniennes et des citoyens et États-membres de l'UE.

Le « Brexit » donnera lieu à des « répliques » dans d'autres pays européens, en stimulant les appels à des référendums nationaux d'appartenance à l'UE, dans un contexte marqué par la montée de l'euroscpticisme. Cette prédilection pour le référendum est souvent prônée par des forces politiques minoritaires qui ne parviennent pas à conquérir le pouvoir par les voies de la démocratie représentative, faute de disposer de la confiance d'une majorité des citoyens de leurs pays : il ne tient qu'à elles de gagner les prochaines élections afin d'organiser tel ou tel référendum, sur l'UE comme sur bien d'autres enjeux. La confusion politique régnant à Londres depuis la victoire du « Brexit » rappelle que

les consultations référendaires peuvent donner lieu à des victoires obtenues sur la base d'une alliance circonstancielle, protestataire et parfois contre nature, sans accoucher sans accoucher d'un « plan B » ou d'un programme d'action clair, qui doit continuer à être défini dans le cadre de la démocratie représentative.

Lorsque nous portons notre regard au-delà de la Manche, **ne confondons pas trop vite l'euroscépticisme, c'est-à-dire la critique d'ailleurs souvent contradictoire de l'UE et la dégradation notable de son image, et l'europhobie, c'est-à-dire la volonté de la quitter.** N'oublions pas non plus que pour beaucoup d'États membres, sortir de l'UE signifierait aussi sortir de l'euro et de l'espace Schengen, et que cette double rupture aurait des conséquences beaucoup plus lourdes que la « simple » sortie britannique, qui apparaît déjà extrêmement déstabilisante pour ce pays d'un point de vue économique et politique. Bref, gardons-nous de succomber à l'idée que le « Brexit » est le début d'un processus de « dislocation » de l'UE, alors que cette dernière est en réalité confrontée à **d'importantes divisions entre les peuples et États membres qui la composent, sans avoir l'intention d'en claquer la porte.** Le « Brexit » est surtout un défi politique de plus pour l'UE, qui doit accélérer une prise de conscience quant à la gravité de la crise qui la frappe et l'inciter à agir avec encore plus de vigueur.

3. Le « Brexit » doit inciter à souligner pourquoi nous sommes plus forts ensemble

Avec tout le respect qu'on doit à nos amis britanniques, qui ont opté pour une voie solitaire, les autorités nationales et européennes doivent plus que jamais se concentrer sur les nombreux autres défis pressants que doit affronter l'UE, en soulignant pourquoi nous sommes plus forts ensemble dans la mondialisation.

À elles de souligner davantage que les Européens partagent une volonté commune de concilier efficacité économique, cohésion sociale et protection environnementale, dans un cadre pluraliste, et à elles de prendre des décisions traduisant cette volonté d'équilibre unique au monde, notamment en soutenant la

croissance et l'emploi, par exemple via **un nouveau grand plan d'investissement » amplifiant le « Plan Juncker ».**

À elles d'indiquer que « l'union fait la force » lorsque l'Histoire redevient tragique et de promouvoir l'UE comme une réponse à des menaces multiformes : terrorisme islamiste, chaos syrien et libyen, mouvements migratoires chaotiques, agressivité russe, mais aussi finance folle, dépendance énergétique, changement climatique ou volonté de puissance de la Chine... Autant de menaces et défis face auxquels l'UE doit nous permettre de mieux façonner notre destin en partageant nos souverainetés, **dans le prolongement de la création bienvenue d'un Corps européen de garde-frontières.**

Aux autorités nationales et européennes de répondre à l'angoisse identitaire exprimée par des citoyens de l'UE appelés à représenter 6% de la population mondiale après le « Brexit », et qui bénéficient de manière très discriminante de l'ouverture économique et culturelle internationale - **le lancement d'un programme « Erasmus Pro » dédié aux apprentis** serait particulièrement symbolique dans ce contexte.

À elles, en somme, d'entraîner leurs peuples dans un nouveau monde plein d'opportunités, mais aussi lourd de menaces, et dont l'Europe est de moins en moins le centre. Cela suppose de parler au cœur et à l'âme des citoyens européens, en répondant à leurs espoirs et à leurs peurs, sans les réduire à des consommateurs ou à des contribuables : **des initiatives renforçant notre sécurité collective** combindraient avantageusement urgence opérationnelle et dimension émotionnelle, par exemple via la création d'un Parquet européen anti-terroriste.

L'UE n'a pas seulement besoin de pompiers, appelés par le « Brexit » au chevet d'une nouvelle crise : son sursaut passe plus que jamais par la mobilisation d'architectes et de prophètes capables de redonner un cap et une âme à cette union inédite, forgée dans la douleur des après-guerres, et qui conserve pleinement son sens dans la mondialisation pour les jeunes générations et celles à venir.

